

La dystopie nucléaire persiste et signe ? Par Hugues Henri

Contexte

Hiroshima : 80 ans après la bombe, un appel renouvelé pour l'abandon du nucléaire au niveau mondial a été lancé, sans vraiment beaucoup d'espoir.



Le 6 août 1945, à 8h15, les États-Unis larguaient une bombe atomique sur Hiroshima, tuant environ 140.000 personnes. 80 ans après ce massacre, une minute de silence a eu lieu ce mercredi à Hiroshima, à l'heure exacte du largage sur la ville japonaise.

L'hommage du 80e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, au parc du Mémorial de la paix d'Hiroshima, dans la ville d'Hiroshima, le 6 août 2025

Une cérémonie pour ne pas oublier, et ne pas que cela se reproduise, malgré un contexte géopolitique sous tension. Ce mercredi 6 août, une cérémonie a été

organisée à Hiroshima (Japon) afin d'honorer la mémoire des 140.000 personnes tuées par la bombe atomique larguées par les Etats-Unis sur la ville le 6 août 1945.

Trois jours plus tard, une bombe identique frappait Nagasaki, dans le sud du Japon. Ces deux frappes, qui ont précipité la fin à la Seconde Guerre mondiale, sont les uniques occurrences dans l'Histoire où des armes nucléaires ont été utilisées en temps de guerre.

Une minute de silence a ainsi eu lieu à Hiroshima, à 8h15, l'heure exacte du largage de la bombe atomique sur la ville il y a 80 ans, lors d'une cérémonie réunissant 120 pays et régions du monde. Plusieurs puissances étaient néanmoins absentes, à commencer par des États nucléaires majeurs comme la Russie, la Chine et le Pakistan.

Aujourd'hui, Hiroshima est une métropole prospère de 1,2 million d'habitants, mais les ruines d'un bâtiment surmonté du squelette métallique d'un dôme se dressent au centre-ville, rappelant l'horreur de l'attaque.

Les États-Unis et la Russie visés

Avant le moment de recueillement, de nombreux participants ont déposé des couronnes devant le cénotaphe commémoratif, où une vasque est allumée. Puis, durant la cérémonie, Hiroshima a exhorté à nouveau les dirigeants du monde à agir pour renoncer aux armes atomiques.

"Les États-Unis et la Russie possèdent 90% des ogives nucléaires mondiales et, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la situation tendue au Moyen-Orient, on observe une tendance accélérée au renforcement militaire dans le monde entier", a déclaré le maire de la ville, Kazumi Matsui.

"Certains dirigeants acceptent l'idée que les armes nucléaires sont essentielles à leur défense nationale", a-t-il ajouté, qualifiant qu'ils menacent alors "de saper les cadres de consolidation de la paix". Kazumi Matsui avait par ailleurs exhorté le mois dernier Donald Trump à se rendre à Hiroshima, alors que le président américain avait comparé aux bombardements atomiques de 1945 les récentes frappes aériennes contre l'Iran.

Ce samedi 9 août, Nagasaki s'attend aussi à un nombre record de pays présents à ses propres commémorations, avec notamment la Russie, qui doit y assister pour la première fois depuis son invasion de l'Ukraine en 2022. La France est représentée sur place par le numéro deux de l'ambassade lors de ces deux cérémonies. Pendant ce temps, la NASA a dévoilé son plan de colonisation nucléaire de la Lune :

Le nucléaire sur la Lune au cœur de la "seconde course à l'espace" des États-Unis

Sean Duffy, le directeur par intérim de la Nasa, a annoncé que l'installation de réacteurs nucléaires sur la Lune était un objectif prioritaire. Les États-Unis veulent y arriver avant les Chinois ou les Russes.



La Lune pourrait être la prochaine frontière pour le déploiement de l'énergie nucléaire. Mais probablement sous la forme de micro-réacteurs.

"C'est un petit isotope pour l'Homme, mais une grande fission nucléaire pour l'humanité." Telle pourrait être la prochaine devise de la conquête spatiale si l'on en croit les déclarations du directeur par intérim de la Nasa. Sean Duffy, également ministre américain du Transport, a fait de l'installation d'un réacteur nucléaire sur la Lune la priorité de l'agence spatiale américaine, a expliqué le site Politico, mardi 4 août.

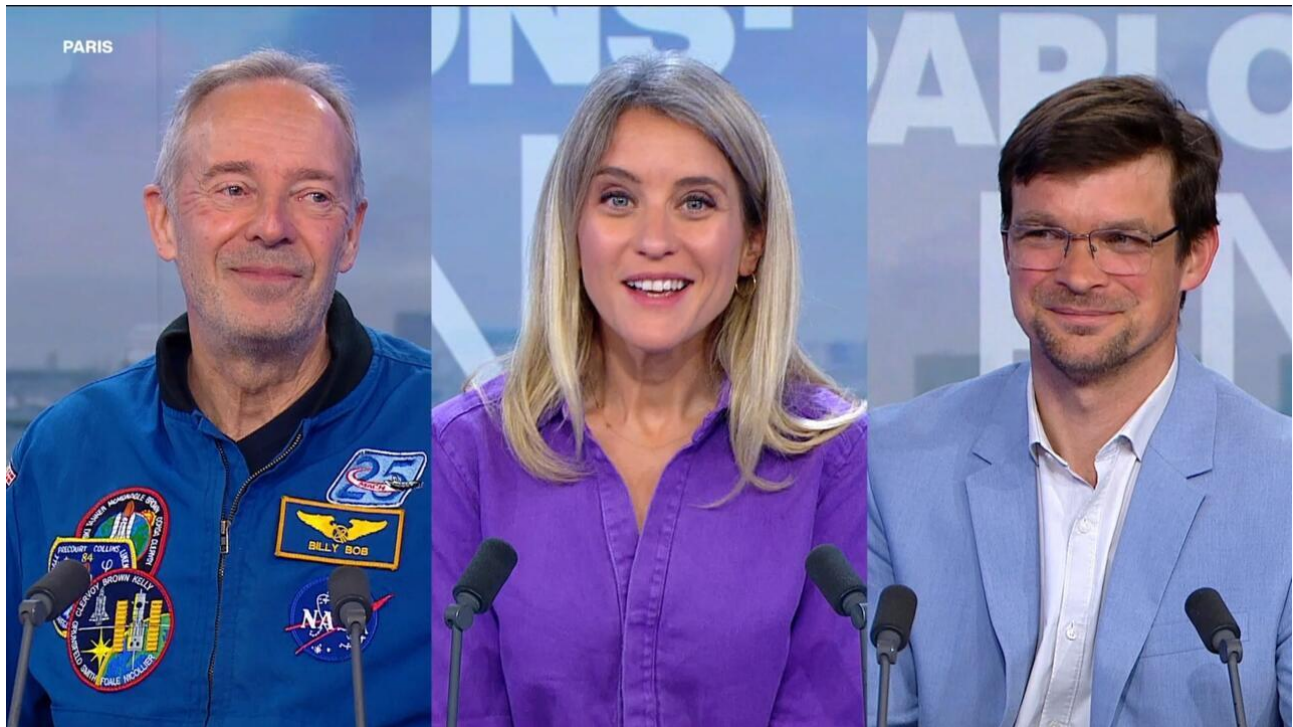
L'ancien présentateur de Fox News a même envoyé une directive à ses équipes jeudi 31 juillet pour mettre l'accent sur cet objectif qu'il a qualifié de "seconde course à l'espace" après celle qui a vu, le 20 juillet 1969, un Américain poser un pied sur la Lune. Bien avant un cosmonaute soviétique.

Arriver le premier avant la Chine et la Russie

Sean Duffy a fixé une date butoir : 2029 pour faire décoller le premier réacteur nucléaire vers la Lune, précise le New York Times. À temps pour damer le pion

spatial à la Chine et à la Russie qui ont ensemble l'ambition d'établir leur propre générateur nucléaire sur la Lune au début des années 2030.

En mai, les deux principaux rivaux de Washington ont signé un protocole d'accord pour œuvrer de concert afin de faire de ce réacteur la source d'énergie pour la future base lunaire "internationale" qu'ils dirigent conjointement.



Cette "course" au réacteur nucléaire spatial est, en effet, liée aux différents programmes de bases lunaires, dans le cadre de la mission américaine Artemis ou du projet chapeauté par Moscou et Pékin. "Les futures missions lunaires vont nécessiter bien plus d'énergie que celles des années 1970.

Avec la perspective d'y établir des bases permanentes, il sera nécessaire de pouvoir générer, par exemple, sa propre eau et de l'oxygène", explique Simon Middleburgh, chercheur à Institut pour l'avenir du nucléaire à l'Université de Bangor, au Pays de Galles.

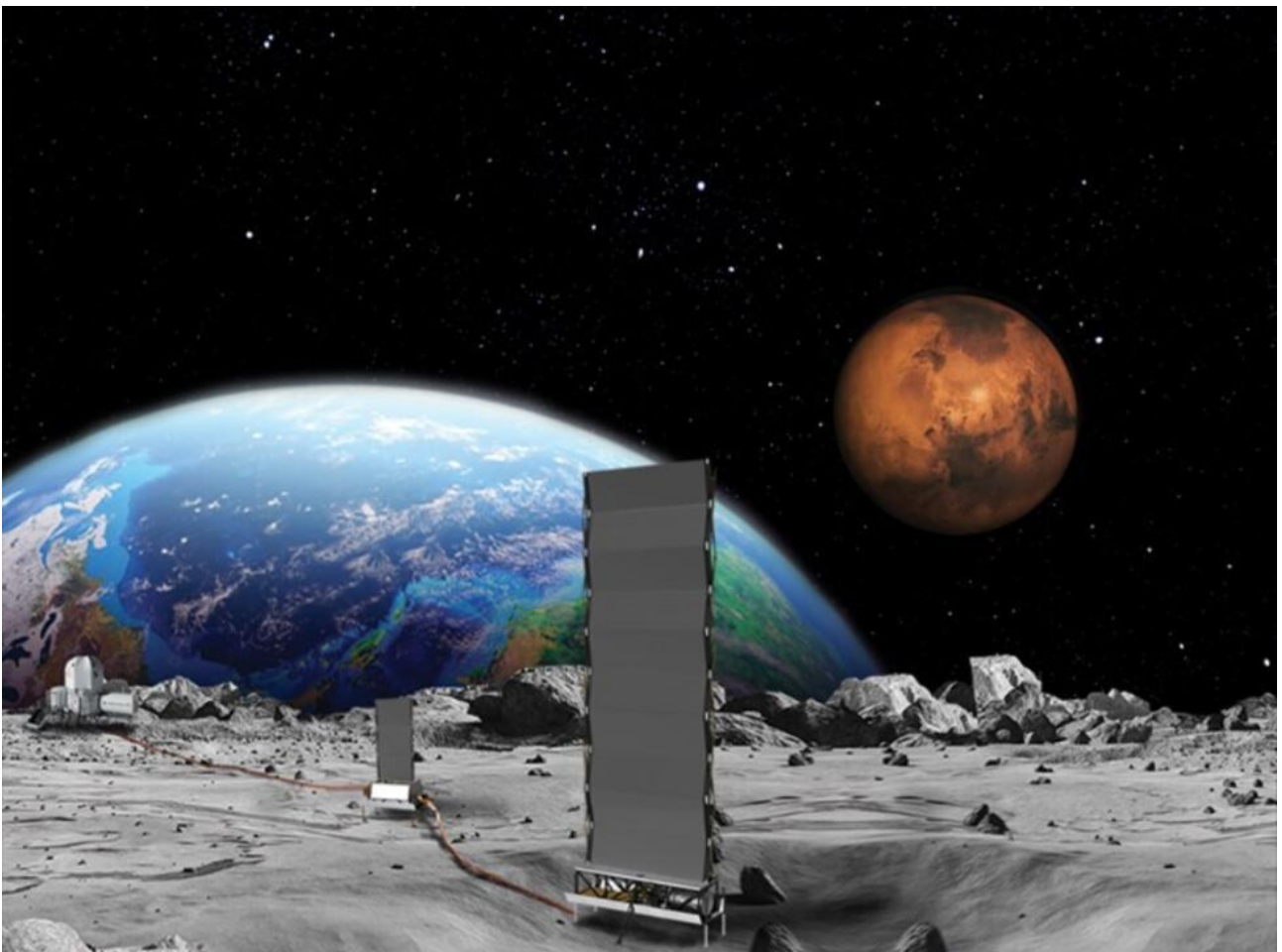
Quelle source d'énergie serait alors la mieux adaptée pour accompagner l'aventure lunaire ? "Il y a eu beaucoup d'expérimentations à l'âge d'or de l'exploration spatiale dans les années 1960 et 1970 et déjà à l'époque, il était question de nucléaire. Il y a donc des recherches depuis des décennies, même si pour le grand public, l'idée d'un réacteur nucléaire sur la Lune peut sembler nouvelle", souligne Carlo Carrelli, spécialiste de l'énergie nucléaire à l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable.

Des microréacteurs pour éclairer la nuit lunaire

"Naturellement, on penserait d'abord au photovoltaïque, qui est la source d'énergie la plus utilisée dans l'espace avec les panneaux solaires. Mais sur la Lune, il y a un problème spécifique lié à la durée de la nuit lunaire", note Ian Whittaker, astrophysicien à l'université de Nottingham.

En effet, une nuit lunaire s'étire sur 14 nuits terriennes. Autrement dit, il faudrait une quantité considérable de batteries pour stocker l'énergie emmagasinée afin d'en avoir en continu pendant la longue nuit lunaire. Ce serait très coûteux et difficile à transporter sur place.

L'avantage du nucléaire réside aussi dans l'efficacité de cette source d'énergie. "C'est très dense, ce qui signifie qu'un réacteur de la taille environ d'une voiture citadine pourrait permettre, en théorie, de procurer de l'énergie à une base lunaire pour environ six ans sans avoir besoin d'être rechargé", affirme Simon Middleburgh.



Représentation artistique du projet de centrale à fission en surface de la NASA.

Et la taille compte. Plus c'est petit, mieux ce sera pour la Lune. En effet, "la centrale nucléaire typique construite sur Terre est énorme, pèse très lourd et fournit énormément d'énergie.

C'est non seulement impossible à déployer sur la Lune car il faudrait transporter des milliers de tonnes d'acier et de béton, mais ce serait en outre une déperdition

d'énergie énorme pour des bases qui, du moins au début, ne seront pas très grandes", juge Carlo Carrelli, qui travaille au projet italien Selene (Système d'alimentation lunaire utilisant l'énergie nucléaire).

"Pour l'instant, la recherche se concentre sur ce qu'on appelle des microréacteurs qui fournissent des kilowatts d'énergie et non pas des gigawatts, comme c'est le cas avec les centrales sur Terre. De telles structures peuvent être transportées à bord de fusées", assure Ian Whittaker.

Pas de Tchernobyl lunaire, mais d'autres risques ?

Cependant, même s'il n'est pas question de transporter la centrale de Fessenheim ou Flamanville sur la Lune, ce devrait tout de même être une opération coûteuse. D'abord, parce qu'il est difficile d'estimer précisément combien de microréacteurs il faudra déployer.

En effet, même si un seul pourrait suffire, il est essentiel d'avoir des réacteurs de secours au cas où. Impossible d'imaginer une base lunaire où il n'y aurait aucune solution alternative si les lumières venaient à s'éteindre en cas de panne d'un réacteur, notent les experts interrogés par *France 24*. Établir ces microréacteurs sur la Lune devrait donc coûter plusieurs milliards de dollars, entre le prix du voyage et celui de la fabrication de ces sources d'énergie.

Et ce n'est qu'un problème parmi d'autres. "Il y aura des défis inédits liés, notamment, à l'absence d'atmosphère sur la Lune. Sur Terre, la dissipation de la chaleur créée par la fission nucléaire est possible en partie grâce à l'existence de l'atmosphère terrestre. Il faut donc prendre cet aspect en compte pour trouver des moyens alternatifs pour refroidir les réacteurs", constate Simon Middleburgh.



Même chose avec les lois de la gravité. "Sur la Lune, il n'y a quasiment pas de gravité, et des phénomènes comme l'ébullition ne se déroulent pas comme sur Terre, ce qui complique également le processus de dissipation de chaleur", ajoute Simon Middleburgh, chercheur à Institut pour l'avenir du nucléaire, au Pays de Galles.

Quid aussi du risque d'explosion ? Un Tchernobyl sur la Lune relèverait d'un scénario catastrophe digne d'un film de science-fiction. Mais les experts interrogés minimisent ce risque, en partie parce que le manque d'oxygène réduit le risque de certaines réactions chimiques qui peuvent entraîner ce genre de catastrophes.

Il n'empêche que ce sont autant de questions à étudier de près, même si les "microréacteurs nécessaires sont plutôt faciles et rapides à construire", souligne Carlo Carrelli.

Les colons de l'espace ?

Dans ce contexte, l'objectif fixé par le patron de la Nasa de lancer un réacteur nucléaire sur la Lune avant 2030 peut sembler excessivement optimiste. "Mais pas totalement irréaliste, même si le début des années 2030 me semblent plus crédibles", estime Carlo Carrelli, spécialiste de l'énergie nucléaire.

La volonté de Washington d'en faire une "course spatiale" à gagner au plus vite peut se comprendre. "L'aspect géopolitique est presque plus important que le défi technologique de construire et d'établir ces réacteurs sur la Lune", souligne Ian Whittaker. En effet, il risque d'y avoir une réelle prime au premier arrivé.

"Tout le monde veut être le plus rapide car il n'y a actuellement pas de lois ou de traités sur la colonisation de la Lune", affirme Ian Whittaker, astrophysicien à l'université de Nottingham. Pour ce spécialiste, "c'est un peu comme à l'époque de la colonisation : celui qui s'installait le premier pouvait affirmer que cette terre lui appartenait".

Sur la Lune, les réacteurs nucléaires pourraient être utilisés pour gagner du terrain. "L'idée serait d'installer en premier les réacteurs et d'affirmer qu'il est nécessaire de construire la base lunaire à proximité et, ainsi, de préempter la région alentour", détaille Ian Whittaker. Et il n'existe aucune règle à ce jour pour contester ce genre de comportement colonisateur.

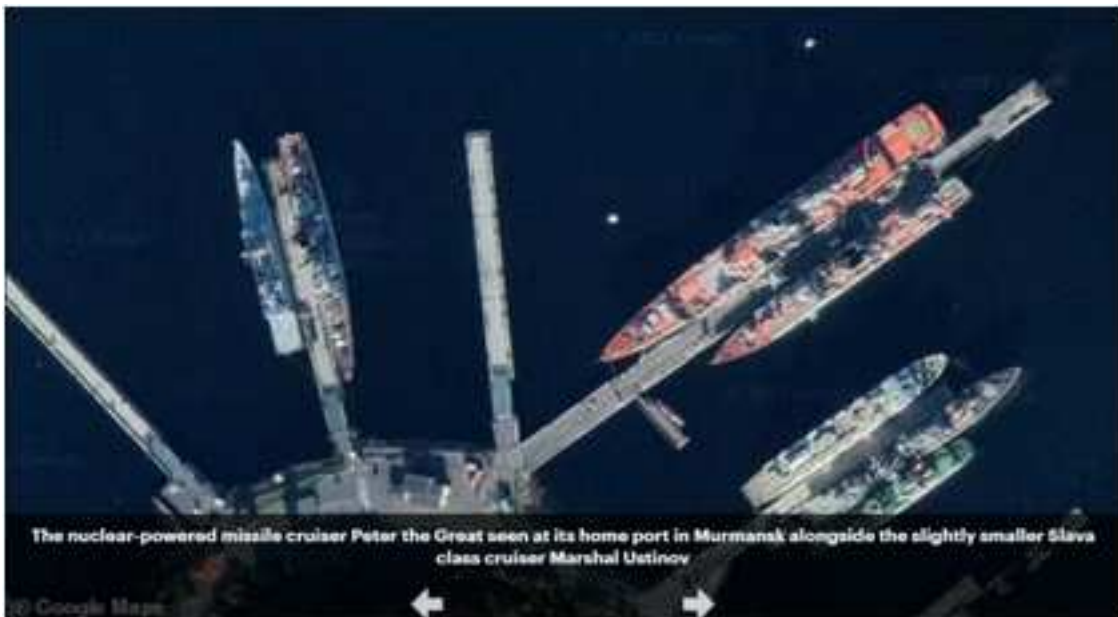
"Bien sûr, en tant que scientifique, on ne peut qu'espérer que la communauté internationale collabore comme avec la Station spatiale internationale", veut espérer Simon Middleburgh. Pas sûr, cependant, qu'en l'état actuel des relations entre les États-Unis, la Chine et la Russie, l'esprit soit à la coopération.

Quoiqu'il en soit, cette volonté de colonisation de la Lune s'appuyant sur le nucléaire est effrayante et participe au schéma impérialiste des Grandes puissances qui est dans la continuité dystopique nucléaire.

Les risques majeurs naturels se conjuguent avec les catastrophes nucléaires de Fukushima et d'autres surviennent :

Conséquences nucléaires du séisme au Kamchatka ?

Le puissant tremblement de terre au Kamchatka a-t-il endommagé la base de sous-marins nucléaires russes ?



Une base de sous-marins nucléaires dans l'Extrême-Orient russe a été endommagée la semaine dernière après l'un des tremblements de terre les plus puissants de la région depuis des décennies, a rapporté le *New York Times*, citant des images satellite.

Des images prises par Planet Labs, une société commerciale d'imagerie par satellite, montrent des dommages sur un quai flottant de la base sous-marine de Rybachy sur la péninsule du Kamtchatka, a rapporté le journal.

Hormis le port endommagé, les images satellites ne montrent aucun autre dommage majeur.

Un puissant séisme de magnitude 8,8 a frappé mercredi la côte russe de l'est du Kamtchatka, déclenchant des alertes au tsunami jusqu'en Polynésie française et au Chili, suivi d'une éruption du volcan le plus actif de la péninsule.

La base de sous-marins nucléaires de Rybachy, plaque tournante stratégique de la flotte russe du Pacifique, sert d'installation pour la maintenance, le déploiement et l'exploitation des sous-marins nucléaires du pays dans la région du Pacifique.

Éruption du Krashenibikov

Après le tremblement de terre au Kamtchatka, des cendres ont été éjectées jusqu'à six kilomètres de haut du volcan Krasheninikov, ce qui, selon la Direction générale du ministère russe des Situations d'urgence, pourrait être dangereux pour le transport aérien.

Le début d'une éruption de cendres active le 3 août a été signalé par des employés des services de sécurité et du département scientifique de la réserve, qui menaient des recherches dans la zone du volcan. Les inspecteurs et les scientifiques ont quitté la zone de Krasheninikov.

Un deuxième nuage de cendres atteignant sept kilomètres de haut a été enregistré ce matin au volcan Klioutchevskaja Sopka, au Kamtchatka, a rapporté l'Institut de volcanologie et de sismologie de la branche extrême-orientale de l'Académie des sciences de Russie sur sa chaîne Telegram. « Les explosions ont soulevé le nuage de cendres du volcan Klioutchevskaja Sopka jusqu'à une altitude de sept kilomètres », précise le rapport. Ces cendres en retombant, menacent la base de Ribachy et ses sous-marins nucléaires. Dans un contexte international très tendu, la question de la crédibilité de la dissuasion nucléaire reste posée :

Crédibilité de la dissuasion nucléaire ?

À ce jour, la bombe nucléaire est l'arme de destruction la plus puissante au monde. Par la menace qu'elle représente, elle est donc pour les pays la possédant, une véritable force de dissuasion envers quiconque souhaiterait menacer l'équilibre des puissances de ce monde. Comment la dissuasion nucléaire fonctionne-t-elle réellement en France et dans le monde ? On fait le point.

« Un agresseur, quel qu'il soit, ne peut porter le premier coup, même dévastateur, sans être sûr d'en recevoir aussitôt un plus dévastateur encore », déclarait la journaliste Marie Dupin, au sujet de la dissuasion nucléaire au micro de *Radio France*. D'après la journaliste, l'objectif « n'est pas de gagner la guerre mais de la prévenir en la privant de toute rationalité. Personne ne pourrait la gagner. » Mais alors, qu'est-ce que c'est concrètement, la dissuasion nucléaire ? La dissuasion française est-elle aussi importante que celle de la Russie ou des États-Unis ?

Éviter une guerre majeure sur son sol

Historiquement, la dissuasion militaire a toujours existé : « Elle consiste à susciter la crainte d'une réponse militaire en cas de transgression d'un accord, d'une

règle, etc. », explique le site *vie-publique.fr* . Et la dissuasion nucléaire, elle, en est une déclinaison.

Née au milieu des années 1950, cette doctrine, « c'est lorsqu'une puissance dit à son ennemi : si tu m'attaques, je suis capable de t'infliger des dommages inacceptables », résumait Jean-Marie Collin, directeur de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN).

L'objectif : que l'ennemi renonce à cette attaque, « se disant que la menace est crédible et que le jeu n'en vaut pas la chandelle ».

La dissuasion s'exerce donc de façon permanente. Toutefois, ce n'est qu'une théorie stratégique, puisqu'aujourd'hui, elle n'a jamais vraiment été testée. Le seul exemple s'est déroulé lors de la Guerre froide .

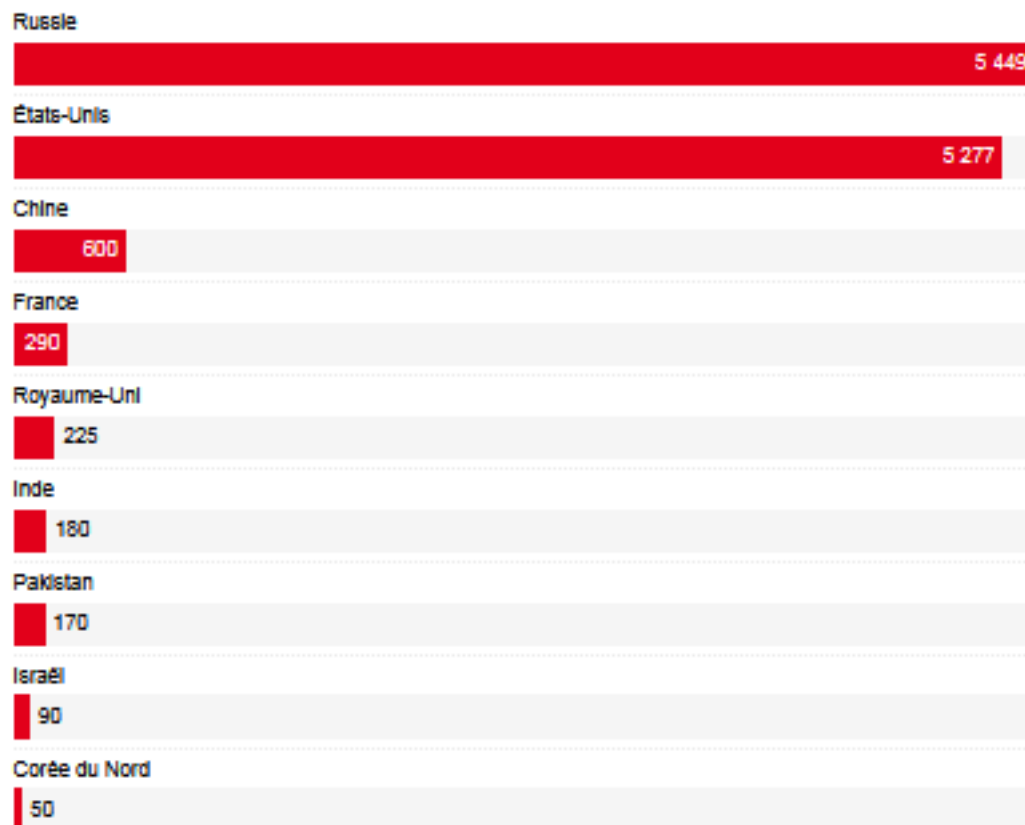
En effet, comme la Russie et les USA possédaient tous les deux la bombe atomique, « le risque de destruction mutuelle (stratégie de la *mutual assured destruction* – MAD) a pu contribuer à éviter une confrontation directe », détaille le site *vie-publique.fr*.

Qui possède la bombe atomique aujourd'hui ?

Selon les estimations de la Federation of American Scientists (FAS), réalisées fin mars 2025, neuf États possèdent l'arme nucléaire : la Russie, les États-Unis, la Chine, la France, le Royaume-Uni, l'Inde, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord.

Mais en termes de quantité, « les États-Unis et la Russie possèdent aujourd'hui environ 88 % du stock mondial d'armes nucléaires et 84 % des ogives nucléaires (partie antérieure de l'arme nucléaire, où se trouve la charge, N.D.L.R.) disponibles à des fins militaires », calcule la FAS.

Estimation des stocks mondiaux d'ogives nucléaires, en 2025



Source: FAS.org



En chiffre, la Russie détiendrait donc 5 449 ogives nucléaires et les USA, 5 277, sur plus de 12 000 ogives réparties dans le monde. La France, quatrième pays en ayant le plus, posséderait « seulement » 290 ogives.

La France comme « bouclier » de l'Europe ?

La doctrine française se veut complètement indépendante. Au départ, en 1962, la France faisait partie du plan d'extension nucléaire des USA vers l'Europe (avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan)) et l'Asie, pendant la Guerre froide. Seulement, le pays, se méfiant de la dissuasion américaine, a fini par se retirer du commandement intégré de l'Otan en 1966-1967 et a développé sa propre autonomie stratégique.

Celle-ci ne repose donc que sur le seul choix du président de la République. Il peut décider si un autre pays est une menace contre les intérêts vitaux de la France et si la puissance nucléaire du pays doit être utilisée.

En Europe, les récentes tensions entre la Russie et le continent ont mis en lumière l'importance de la dissuasion nucléaire. D'autant plus que Donald Trump, de son côté, n'a pas vraiment l'air de vouloir risquer les intérêts de son pays, au profit du

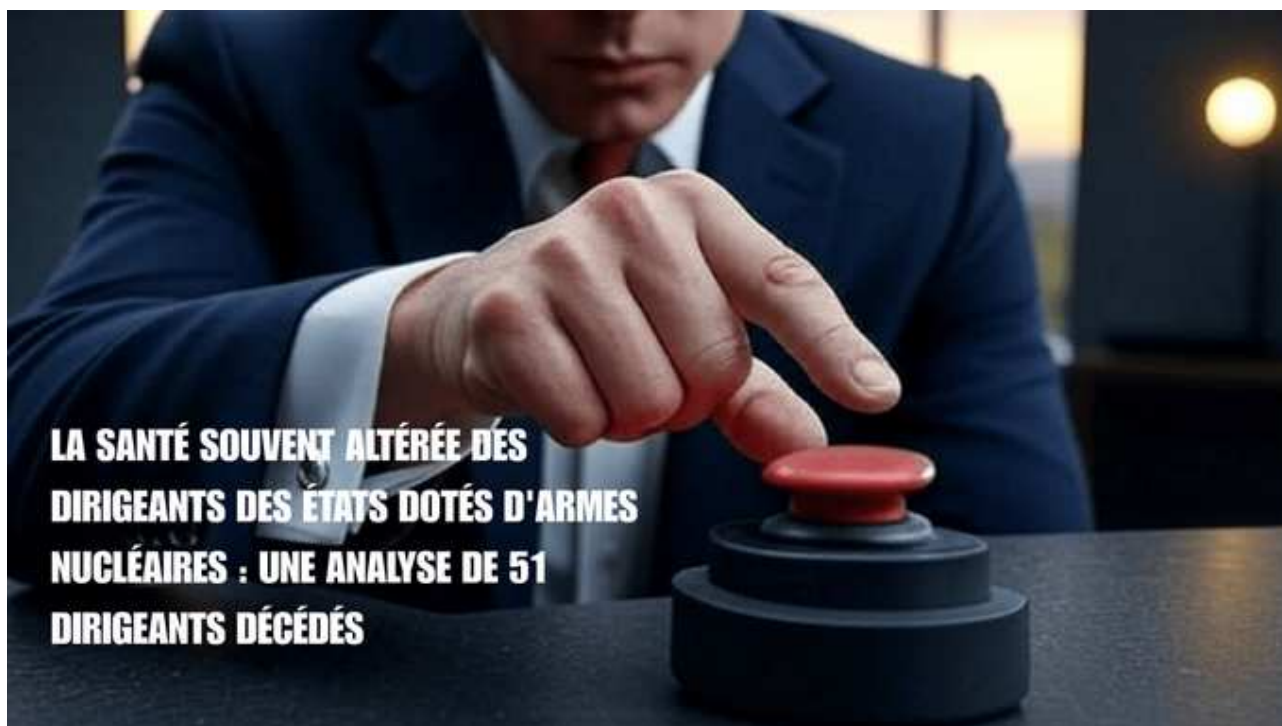
Vieux Continent. Il a même déclaré en mars : « S'ils ne paient pas, je ne vais pas les défendre », en parlant de ses partenaires au sein de l'Otan.

Alors, la France pourrait-elle devenir le nouveau « parapluie » nucléaire de l'Europe ? Le pays étant le seul à disposer d'ogives nucléaires en Europe (le Royaume-Uni n'en faisant plus partie), la question se pose, et fait encore débat aujourd'hui.

Certains membres européens trouvent l'idée d'une dissuasion européenne intéressante, comme l'Allemagne ou la Pologne, tandis que d'autres, trouvent qu'il est un peu tôt pour en parler, à l'image de la République tchèque.

La question de la santé mentale des dirigeants de puissances nucléaires reste posée :

La santé des dirigeants des États nucléaires et les interrogations sur la capacité d'Emmanuel Macron



Une étude scientifique sur la santé des leaders nucléaires, publiée le 8 juillet 2025 dans BMC Research Notes, examine la santé des dirigeants des neuf États dotés d'armes nucléaires, en s'appuyant sur les données biographiques de 51 leaders décédés.

Cette analyse, réalisée par Wilson, Thomson et Boyd, révèle des résultats préoccupants : 17 % de ces dirigeants sont morts de maladies chroniques pendant

leur mandat, avec une moyenne de 3,9 pathologies par personne, incluant des maladies cardiovasculaires, des troubles de la personnalité, des dépressions, des addictions et des déclin cognitif comme la démence multi-infarctus.

Parmi ceux qui ont quitté leur poste vivants, 38 % l'ont fait pour des raisons liées à leur santé, avec une moyenne de 2,9 pathologies par personne, affectant probablement leur performance (ex. : AVC sévère, dépression grave, troubles de la personnalité).

L'étude souligne que ces conditions peuvent compromettre la prise de décision dans des contextes critiques, notamment en matière de dissuasion nucléaire, où la stabilité mentale et physique est cruciale.

Elle met également en garde contre les risques accrus par l'intelligence artificielle, qui pourrait déstabiliser la dissuasion nucléaire, augmentant la probabilité d'une catastrophe nucléaire d'ici à 2100 (estimée entre 3 et 11 %)

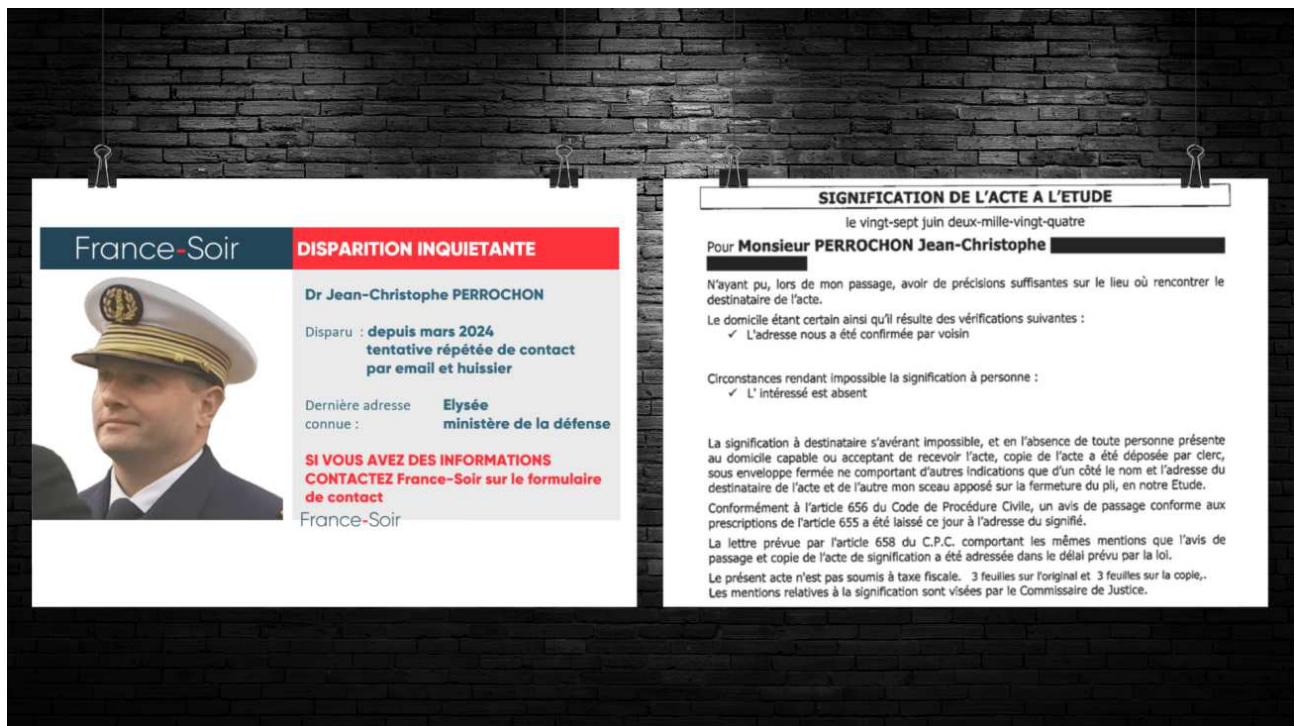
Interrogations sur la santé d'Emmanuel Macron ?

En parallèle, *France-Soir* a soulevé des questions sur la capacité du président français Emmanuel Macron à exercer ses fonctions, en raison de l'absence de bulletin de santé officiel. Cette démarche s'inscrit dans un contexte où la transparence sur la santé des dirigeants est jugée essentielle, notamment pour un chef d'État détenant l'autorité sur l'arsenal nucléaire français, estimé à environ 290 ogives.

- Requête en empêchement devant le Conseil constitutionnel : le 14 octobre 2024, une requête en empêchement a été déposée auprès du Conseil constitutionnel pour questionner l'aptitude de Macron à gouverner, en l'absence de publication de son bulletin de santé. Cette initiative s'appuie sur l'article 7 de la Constitution française, qui prévoit la possibilité de déclarer l'empêchement d'un président pour des raisons graves, telles qu'une incapacité physique ou mentale.

Cette démarche visait à obtenir des clarifications officielles sur l'état de santé du président, jugées nécessaires pour garantir la stabilité de la gouvernance.

- Somation du Dr Perrochon: le 25 septembre 2024, France-Soir publiait un article relatant la démarche visant le Dr Perrochon qui a été sommé par voie d'huissier d'établir un bulletin de santé du président Macron. Cette action faisait suite à des rumeurs et spéculations l'état physique et mental du président, amplifiées par son absence de communication officielle sur ce sujet alors qu'il en a pris l'engagement.



L'initiative reflète une préoccupation croissante quant à la transparence des dirigeants, surtout dans un contexte où la santé peut influencer des décisions stratégiques, comme celles liées à la dissuasion nucléaire.

- Saisine de l'AIEA: une saisine a été adressée à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) concernant la dissuasion nucléaire française et son éventuelle extension à l'Europe. Cette démarche, datée du 4 mars 2025, intervient dans le contexte des déclarations de Macron sur l'ouverture d'un dialogue stratégique avec les alliés européens pour étendre la protection de l'arsenal nucléaire français à l'ensemble du continent. Cette proposition, formulée dès 2020 et réitérée en 2025, vise à répondre aux incertitudes sur l'engagement américain dans l'OTAN et à la menace russe.



Cependant, la saisine de l'AIEA semble questionner la légitimité ou les implications de cette stratégie, notamment en lien avec la santé du président, qui pourrait affecter sa capacité à prendre des décisions aussi cruciales.

- Analyses sur l'état de santé de Macron: deux articles avaient exploré la santé de Macron et son impact potentiel sur sa gouvernance : « *Je suis malade* » analysait les indices publics suggérant des troubles possibles, sans apporter de preuves médicales concrètes, mais en insistant sur l'importance de la transparence pour un dirigeant d'un État nucléaire surtout quand il en a pris l'engagement public. « *Macron a-t-il aussi rendu malade ses concitoyens en mettant en place une maltraitance ?* » cela va plus loin, suggérant que les politiques de Macron, combinées à des spéculations sur sa santé, pourraient avoir des répercussions psychologiques sur la population et les institutions, en instaurant un climat de « maltraitance institutionnelle ». Ces analyses, reflètent une méfiance croissante envers l'opacité entourant la santé du président, confirmé par les sondages : 56% des Français veulent un bulletin de santé régulier de Macron et 63% jugent la transparence essentielle.

Contexte et implications

La convergence de l'étude scientifique et des démarches de *France-Soir* met en lumière une problématique majeure : la santé des dirigeants des États nucléaires est un enjeu de sécurité nationale et internationale. L'étude de BMC Research Notes montre que des pathologies graves ont historiquement affecté les performances de leaders, avec des conséquences potentielles sur la gestion des arsenaux nucléaires. Dans le cas de Macron, les interrogations de *France-Soir* s'inscrivent dans un contexte où la France joue un rôle clé dans la dissuasion

nucléaire européenne, notamment face à la Russie et aux incertitudes sur l'OTAN sous l'administration Trump.

Les initiatives rapportées par *France-Soir* (requête en empêchement, sommation, saisine de l'AIEA) soulignent l'importance de la transparence, malgré l'absence de données officielles. Ces démarches légitimes, bien que rendues difficiles par l'obscurantisme de l'administration, rappellent l'importance d'une communication claire sur la santé des dirigeants, surtout dans un pays où le président détient un pouvoir unilatéral sur l'emploi des armes nucléaires.

L'étude de BMC Research Notes et les actions de *France-Soir* convergent vers une question essentielle : comment garantir que les dirigeants des États nucléaires, comme Emmanuel Macron, sont en mesure d'assumer leurs responsabilités critiques ? Alors que la France envisage d'étendre sa dissuasion nucléaire à l'Europe, la transparence sur la santé du président devient un impératif pour maintenir la confiance des citoyens et des alliés.

Sans bulletin de santé officiel, les spéculations risquent de persister, alimentant les débats sur la gouvernance et la sécurité nucléaire.

Une question qui se posait aussi aux États-Unis avec l'état de santé de Biden, souvent considéré comme sénile par des observateurs, qui a vraisemblablement été masqué par les médias et son médecin. Ce dernier a refusé de comparaître devant la commission d'enquête, renforçant ainsi l'absence de transparence d'un leader ayant la main sur l'arme nucléaire.

France-Soir a aussi fait une série sur les relations « spéciales » entretenues entre les puissants et leurs docteurs : le Dr Theodor Morell des cocktails aux murmures médicaux à l'oreille d'Hitler, Gubler et Mitterrand, Jacobson et Kennedy, et Zhisui et Mao, ainsi que les coulisses médicales des bureaucrates de l'Union européenne et du Parlement français, où stress, addictions, et opacité interrogent : les élites, prônant la transparence, ne jouent-elles pas un double jeu pour protéger leurs secrets ? La santé mentale de Vladimir Poutine interroge aussi pour sa propension à brandir la menace nucléaire depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine :

La Russie continue d'utiliser la centrale nucléaire de Zaporijia comme instrument de terreur ?

Ukraine : Explosions et fumée près de la centrale nucléaire de Zaporijia



L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a fait état d'explosions et de fumée observées samedi près de la centrale nucléaire de Zaporijjia, en Ukraine. L'équipe de l'AIEA présente sur place a rapporté avoir entendu des détonations et vu de la fumée s'échapper d'une installation auxiliaire de la centrale, située à environ 1 200 mètres du périmètre principal.

Attaque d'une installation auxiliaire

Selon les informations transmises par les responsables de la centrale à l'AIEA, l'installation auxiliaire aurait été la cible de tirs d'artillerie et de drones à partir de 9 heures, heure locale. Ces événements coïncident avec le signalement, par l'équipe de l'AIEA, d'une activité militaire dans les environs de la centrale. La fumée était encore visible dans l'après-midi.

Appel de l'AIEA à la retenue militaire

Rafael Grossi, directeur général de l'AIEA, a réitéré son appel à la « retenue militaire maximale » autour des installations nucléaires. Il a souligné les risques potentiels pour la sûreté nucléaire que représente toute attaque à proximité d'une centrale, quel qu'en soit l'objectif.

Cet incident s'ajoute à une série d'événements récents qui mettent en lumière la fragilité de la sécurité nucléaire dans le contexte du conflit en Ukraine. Des incidents similaires ont été rapportés ces derniers mois, soulignant la persistance des dangers.

Cet incident fait suite à d'autres événements survenus ces dernières semaines, illustrant les risques persistants pour la sûreté nucléaire dans le contexte du conflit militaire autour de la centrale. « Toute attaque à proximité d'une centrale nucléaire, quel qu'en soit l'objectif, comporte des risques potentiels pour la sûreté nucléaire et doit être évitée », a déclaré Grossi, appelant une nouvelle fois à une « retenue militaire maximale » aux abords des installations nucléaires.

Depuis le 4 mars 2022, date de l'attaque militaire russe qui a pris d'assaut la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijia, Vladimir Poutine se sert de cette centrale comme épouvantail et instrument de terreur nucléaire contre l'Ukraine et l'Europe. Rappelons que cette centrale est la plus puissante d'Europe avec ses 6 réacteurs qui fournissaient plus de 25% d'électricité à l'Ukraine avant l'invasion russe du 24 février 2022.

Conclusion

Cet article ne se veut pas exhaustif mais lance l'alarme par rapport à l'absence de consensus pour arriver à un meilleur contrôle de la prolifération nucléaire dans le monde, mais aussi dans l'espace, puisque la course spatiale internationale est relancée avec des visées impérialistes. La santé mentale des décideurs nucléaires pose question quand l'on voit Poutine brandir incessamment la menace nucléaire. Tout ceci est faux lus qu'inquiétant depuis l'abandon de la politique de détente et de limitation des armes nucléaires qui avait prévalu au-delà de la fin de la guerre froide...